

L'Allemagne, désormais seule à pouvoir sauver la zone euro de la récession (mais fera-t-elle le nécessaire ?)



L'indice de production manufacturière allemand était à 43,5 début septembre, signe d'une contraction de l'économie.

Avec Philippe
Waechter

Atlantico : Quels risques cette contraction ferait-elle peser sur l'économie de la zone euro – et notamment sur l'économie française - selon vous ?

Philippe Waechter : Pour le mois de septembre l'indice Markit du secteur manufacturier était de 41.4 en Allemagne soit un niveau inconnu depuis la crise de 2008 et ses conséquences.

L'économie allemande étant un partenaire majeur de tous les pays de la zone euro, sa contraction forte et persistante pénalise l'ensemble des pays de la zone.

Cette économie est très certainement en récession même si l'on ne dispose pas encore du chiffre d'évolution du PIB du 3ème trimestre. Le risque est que le reste de la zone euro ne soit pas susceptible de contrecarrer cette allure. L'économie italienne est fragile, celle de l'Espagne est robuste mais de taille réduite. Seule la France pourrait inverser la tendance. La politique économique menée en France renforce effectivement la croissance de l'hexagone. Cependant, il s'agit davantage de limiter le risque de rupture en raison du choc externe que de relancer la croissance. En d'autres termes, une récession forte en Allemagne entraînera probablement la zone euro avec elle.

Quelle devrait-être la décision de l'Allemagne pour éviter cette récession et pensez-vous que le gouvernement allemand prendra les mesures nécessaires à temps ?

L'Allemagne doit allumer un contrefeu face au choc fort et brutal en provenance de l'extérieur. Il faut créer les conditions suffisantes pour annuler en partie les effets négatifs en provenance de l'extérieur.

L'Allemagne dispose d'un surplus budgétaire considérable de l'ordre de 2.9% du PIB au premier semestre. C'est ce surplus qu'il faut utiliser pour alimenter la demande interne et limiter le risque de contagion vers le reste de la zone.

Cela suppose que la récession allemande soit suffisamment profonde et que le dogme budgétaire allemand sur l'équilibre des finances publiques soit bousculer alors que cela fait parti de l'accord de coalition entre le CDU et le SPD. Les conditions de la mise en œuvre d'une telle politique sont fortes. Il n'y a rien de spontané ni d'évident du côté allemand sur ces questions.

Faute d'une politique budgétaire adaptée, comment les autres pays européens pourraient-ils se protéger d'une récession importée ?

Il faut créer les conditions d'une demande interne plus forte pour limiter au maximum les effets d'entraînement en provenance d'Allemagne. Cela n'est pas forcément en phase avec les règles budgétaires européennes.

La dépendance de l'économie européenne à la croissance allemande, n'est-elle pas un problème qu'il conviendrait de résoudre pour les p

la zone euro a fonctionné avec une Allemagne faible mais avec les autres pays qui étaient très dynamiques. C'était au début des années 2000. Depuis les exportations allemandes se sont grandement tournées vers l'Asie et la Chine. Cela a longtemps été favorable et cela l'est moins désormais. A l'Allemagne de recentrer son modèle et aux autres pays de créer des dynamiques plus autonomes. C'est aussi cela une union monétaire. Il y a forcément un peu de concurrence et de challenge entre les pays la composant. Aux européens de faire face et de rééquilibrer la construction de l'Europe. Cela devrait passer quoiqu'il arrive par une stratégie budgétaire mieux partagée.